

**Nations unies - Semaine de l'Afrique
- Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies, président du conseil
de sécurité**

(New York, 16 octobre 2017)

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président de la 72ème session de l'Assemblée générale des Nations unies,

Monsieur le vice-Président de la Commission de l'Union africaine,

Madame la Présidente du Conseil économique et social, et représentante permanente de la République tchèque,

Monsieur le Représentant du président du Groupe Afrique pour le mois d'octobre 2017, représentant permanent de la République de Djibouti,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de commencer en réitérant la ferme condamnation par la France du tragique attentat de Mogadiscio, ainsi que notre profonde sympathie et notre pleine solidarité avec la Somalie face au terrorisme.

Je tiens à remercier les organisateurs de cette semaine de l'Afrique qui s'ouvre aujourd'hui et qui constitue pour nous tous un rendez-vous important. C'est un honneur de m'exprimer ainsi devant vous. L'Afrique est au coeur battant des Nations unies, à la croisée de toutes les problématiques qui sont elles-mêmes au centre de nos agendas quotidiens, qu'il s'agisse de maintenir la paix, de lutter contre le terrorisme et contre tous les trafics criminels, en particulier la traite des êtres humains, mais aussi d'accélérer le développement, d'en assurer le caractère durable, de mener une gestion raisonnée des migrations ou de répondre au dérèglement climatique. Que ce soit à l'Assemblée générale, au conseil de sécurité, à la Commission de consolidation de la paix ou à l'ECOSOC, la relation entre l'ONU et l'Union Africaine s'est affirmée comme un axe stratégique de notre travail, et ce partenariat est appelé à prendre d'avantage d'envergure encore. C'est le sens, je crois, du partenariat renforcé que le Secrétaire général, son excellence M. Antonio Guterres, a voulu mettre en avant dès sa prise de fonction et vient, devant nous, de donner une forte et éloquente illustration. C'est également ce qui motive la relation privilégiée que le conseil de sécurité entretient avec la Commission paix et sécurité de l'Union africaine. C'est enfin ce qui fait toute la pertinence de la thématique

que vous avez choisie et qui s'inscrit parfaitement dans le cadre du programme de la 72ème Assemblée générale des Nations unies qui veut donner «Priorité à l'être humain» - à travers «la paix et une vie décente pour tous sur une planète préservée».

Dans ce contexte, l'alignement de l'Agenda 2030 de l'ONU et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui convergent sur le fond, est une nécessité pratique que les derniers sommets de l'Union africaine ont reconnue, de même que les Nations unies. Les deux agendas forment ensemble ce qui doit être le cadre et le guide de notre action. L'agenda 2063 constitue en effet le document politique de référence en faveur de la transformation structurelle de l'Afrique et de son intégration politique, économique, infrastructurelle et commerciale.

Avec cet agenda, l'Union africaine se trouve à l'initiative pour faire face aux défis du continent en matière de développement durable, de gouvernance démocratique, de paix et de sécurité, d'autonomisation des femmes et de bien-être des jeunes. Elle affirme également sa volonté de mettre en valeur ses richesses culturelles, linguistiques ainsi que son patrimoine matériel et immatériel.

C'est une vision politique de long terme, mobilisatrice, en soutien à l'intégration régionale, que la France appuie résolument en Afrique comme ailleurs, en tant que facteur de stabilité et de développement.

L'Agenda 2030 de développement durable a, quant à lui, fait l'objet d'un travail intense et représente un cadre à portée universelle dont la mise en oeuvre s'appuie sur des indicateurs de suivi et des évaluations définies ici même, en septembre 2015, par l'Assemblée générale des Nations unies. L'Agenda 2030 occupe donc aujourd'hui une place centrale, y compris dans les stratégies des organisations internationales et des bailleurs.

De fait, ces deux agendas, 2030 et 2063, soulignent bien l'approche intégrée qui prévaut actuellement dans notre réflexion commune : les enjeux de sécurité sont indissociables des questions de développement ou de gouvernance, et réciproquement. Cette convergence africaine et onusienne autour d'une même compréhension de ce qu'est le développement durable mérite d'être soulignée et encouragée.

C'est dans cet esprit que la France soutient par exemple une approche globale et intégrée de la stabilisation au Sahel, par son appui d'une part à la force conjointe du G5 Sahel et d'autre part à l'Alliance pour le Sahel, lancée avec l'Union européenne, l'Allemagne, la Banque mondiale et le PNUD. Plus largement, c'est également dans cet esprit que la France conçoit son partenariat avec l'Afrique. Le président de la République française l'a souligné ici même lors de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale : si, face au terrorisme, aux migrations, les réponses de court terme s'imposent afin de gérer les crises, c'est bien notre volonté politique de traiter les causes profondes de toutes ces instabilités qui est aujourd'hui nécessaire. Et ce n'est que par une véritable politique de développement que nous pouvons le faire. C'est pourquoi le président de la République a annoncé que la France consacrerait 0,55% de son revenu national brut pour l'aide publique au développement d'ici cinq ans.

Enfin, c'est dans cet esprit toujours que les travaux menés dans le cadre du renforcement du

partenariat entre l'ONU et l'Union africaine, et du partenariat entre l'Union européenne et de l'Union africaine - qui sera discuté au prochain sommet d'Abidjan à la fin du mois de novembre - doivent se poursuivre et avancer.

La réforme de l'ONU, qui est une grande ambition collective, ne sera un succès que si nous faisons la différence sur le terrain. Sa réussite dépendra notamment de notre capacité à approfondir le partenariat des Nations unies avec les organisations régionales et sous-régionales, tout particulièrement l'Union africaine. Ce partenariat est une nécessité face à l'évolution, à la multiplication et à la complexité croissante des menaces auxquelles nous devons faire face, qui sont pratiquement toutes de nature planétaire et transversale.

C'est pourquoi l'Union africaine trouvera en la France un soutien résolu et actif pour la mise en oeuvre des résolutions 2320 et 2378 adoptées par le conseil de sécurité, ainsi qu'un partenaire attentif et volontaire pour l'Afrique au sein du conseil.

Nous avons formellement invité un représentant de l'Union africaine à se joindre à la prochaine visite du conseil de sécurité dans les pays du G5 Sahel, ce qui ne sera malheureusement pas possible en raison du calendrier chargé du comité paix et sécurité de l'Union africaine, qui effectue lui-même un déplacement en RDC dans les jours à venir. Cette proposition a toutefois été l'occasion de réaffirmer notre volonté commune qu'une telle association puisse se concrétiser à l'occasion de futures visites de terrain du conseil de sécurité. Nous devons pouvoir entendre régulièrement au conseil les représentants ou envoyés spéciaux de l'Union africaine ou des sous-régions en charge de conduire des processus politiques clés pour les règlements de paix qui sont à l'agenda du conseil - je pense notamment au Soudan du Sud, à la République centrafricaine, à la République démocratique du Congo et au Burundi. Nous devons continuer à encourager le Secrétariat à travailler sur le renforcement des capacités africaines de planification, la formation des troupes africaines, les modalités d'opérationnalisation, la mise en conformité avec les codes de bonne conduite et le respect des droits de l'Homme.

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais saisir cette opportunité pour souligner brièvement deux enjeux importants qui appellent, selon nous, une réponse et une attention prioritaires.

Tout d'abord, l'Agenda 2063 de l'Union africaine souligne à juste titre les ressources propres dont dispose l'Afrique pour financer son programme de développement et ses priorités en matière de paix et sécurité. À cet égard, il faut saluer l'engagement de l'Union africaine de financer par elle-même une part croissante de son propre budget, notamment 75% de son budget programmes et 25% de ses activités en matière de paix et sécurité. Cet engagement est une évolution positive et offre une clé pour faire progresser la question du financement durable des opérations africaines de paix, dans le cadre d'un partenariat à renforcer entre l'ONU et l'Union africaine.

La France est convaincue que l'avenir passe par cette réponse africaine et elle se tient prête à poursuivre la réflexion et le travail collectif pour traduire, en lien avec l'ensemble des partenaires, ces évolutions au conseil de sécurité le moment venu.

Mon second point porte sur le climat. Comme de nombreux chefs d'État africains l'ont soulevé lors du débat général de cette 72ème session de l'Assemblée générale, le changement climatique a un impact global sur les populations aussi bien en termes de santé, d'accès à l'agriculture que de sécurité et de migrations. L'Afrique a joué un rôle très important dans la réussite de l'Accord de Paris et continue de jouer un rôle incontournable suite à l'organisation au Maroc de la COP22. Elle joue également un rôle de premier plan avec l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables, dont la réussite est liée notamment à la mobilisation des financements. La France souhaite encourager cette mobilisation et c'est dans cet esprit qu'elle organise le 12 décembre prochain, à Paris, aux côtés des Nations unies et de la Banque mondiale, un sommet sur le financement de l'action climatique. Il s'agit d'un rendez-vous important, dans le prolongement du dialogue des leaders sur le climat organisé par le Secrétaire général en marge de la semaine de haut niveau.

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, je souhaiterais redire combien il est essentiel de continuer à insister sur la nécessaire convergence des efforts déployés dans le cadre des deux agendas 2063 et 2030. Les engagements pris par les États membres à travers l'Agenda 2030 sont en effet de portée universelle et le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable au niveau mondial pourra faciliter le suivi de la mise en oeuvre de l'Agenda 2063.

Je vous remercie./.